Depuis les années 1990, au Pérou comme dans le reste de l'Amérique latine, on assiste à un « boom » des investissements dans des projets extractivistes[1]. La réforme de propriété de la terre de 1995 rend "parcélisable"[2] des territoires communautaires auparavant indivisibles et inaliénables ; une aubaine pour les grandes entreprises extractives, qui bénéficient par ailleurs de « contrats-accords de stabilité fiscale » accordant un taux d'imposition extrêmement faible et immuable pendant 30 ans. Cette politique économique a eu pour conséquence d'attirer les investissements extérieurs de façon massive dans ce secteur économique. Ainsi, depuis 30 ans, l'industrie minière a pris beaucoup d'ampleur au Pérou, multipliant par dix les sommes investies : entre 1990 et 2000 uniquement, la production d'or a augmenté de 565 %, celle de l'étain de 564 %. Actuellement, selon l'ONG CooperAción, plus de 60 % du territoire péruvien est d'ores et déjà accordé en concession à une entreprise extractive. Or, l'application de la Consultation Préalable, Libre et Informée (loi votée en 2011) est particulièrement difficile lorsqu'il s'agit de consulter les populations locales au sujet de l'implantation d'un projet extractif sur leur territoire, et de fait n'est presque jamais appliquée.

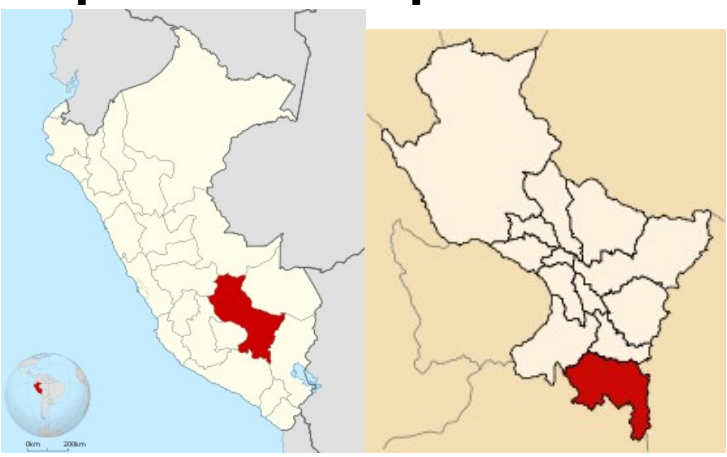
C'est l'activité minière dite « à ciel ouvert » qui pose le plus de problèmes, avec notamment des impacts sociaux et environnementaux très importants. Les techniques d'extraction du minerai dans ce cas de figure supposent d'énormes apports en eau, en plus de mettre à disposition de grandes surfaces de terre. La roche est massivement broyée et mélangée à de l'eau et des produits chimiques pour extraire le minerai ; la boue toxique est ensuite stockée dans des réservoirs à l'étanchéité parfois douteuse, et qui peut se dégrader au fil du temps. La pollution de l'eau par ces déchets toxiques non ou mal gérés sont à l'origine d'un certain nombre de crises sanitaires et médicales importantes. Ces dernières années, la Defensoría del Pueblo péruvienne indique que près des deux tiers des conflits sociaux dans le pays sont liés à des questions socio-environnementales.

C'est ce que Maristella Svampa a appelé en 2016 « l'environnementalisation des luttes indiennes »[3] : les mobilisations des peuples autochtones sont de plus en plus focalisées sur les questions d'environnement et de ressources naturelles. C'est le cas de la Marche pour l'Eau, partie de Cajamarca pour arriver à Lima en 2012 ; des mobilisations à Arequipa contre le projet Tia Maria en 2015, puis à nouveau au printemps 2019 ; des blocages à Cotabambas (Apurímac) en 2016… La réponse répressive de l'État face à ces mobilisations est pour le moins préoccupante. Depuis les campagnes médiatiques systématiques contre les mouvements contestataires, jusqu'à la mort de manifestant·es aux mains des forces de l'ordre[4], en passant par des poursuites judiciaires jouant avec les limites de la constitutionnalité et les États d'Urgence préventifs[5], la criminalisation des mouvements autochtones en défense de l'environnement est importante.

C'est dans ce contexte que l'on se penche sur les questions de genre dans les communautés dites « affectées » par les projets miniers, c'est-à-dire qui se situent directement en amont ou en aval. En effet, comme de nombreuses chercheuses l'ont souligné, la présence d'activités minières a un impact spécifique sur les corps et les vies des femmes. Or, trop souvent, la dimension de genre est peu ou pas prise en considération dans l'étude des transformations socio-économiques et politiques que connaissent les territoires extractifs. Dans le cas concret qui nous intéresse, on s'interrogera principalement sur la question du travail des femmes, aussi bien productif que reproductif, et de comment celui-ci est impacté par la mine. On tâchera de montrer que cela est lié, notamment, à une évolution de la division sexuelle du travail qui s'avère lourde de conséquences pour la santé et le travail des femmes andines de ces communautés. Cependant, au milieu de cette reconfiguration des structures économiques, certaines

femmes s'en tirent mieux que d'autres, et tentent d'arracher un peu d'autonomie vis-à-vis de leur conjoint, bien qu'elles le paient souvent assez cher. Ce qui, nous argumentons ici, implique de fait une dévaluation du travail des femmes andines en contexte minier. Mais, tout d'abord, il est important de présenter l'environnement socio-historique dans lequel notre analyse s'ancre, afin de mieux en percevoir les enjeux.

## La province d'Espinar : brève radiographie



*Source : Wikipedia*

La province d'Espinar, divisée en huit districts, se situe dans les provinces dites "hautes" de la région de Cusco, dans le sud des Andes péruviennes, à environ 3 900 m d'altitude en moyenne. Les habitant·es sont quechuaphones et se reconnaissent, pour la plupart, comme faisant partie de la Nation K'ana, nation originaire précédent l'existence de l'État péruvien sur le territoire. Ils et elles vivent majoritairement de l'élevage et de l'agriculture familiale : les difficiles conditions climatiques à cette altitude réduisent la production à de l'agriculture de survie où l'on peine à dépasser l'autoproduction pour dégager des surplus à vendre. La base de leur alimentation est donc une variété de tubercules (pomme de terre, oca, año, etc) et différentes céréales (quinoa, kiwicha, orge) ainsi que la viande de mouton, de vache, ou de lama souvent séchée.

Dans cette région traditionnellement commerciale, les relations avec les régions voisines sont relativement fortes. Par ailleurs, l'économie monétarisée est pendant longtemps restée marginale dans les zones rurales des provinces hautes de Cusco : en plus de l'autoproduction qui permet la reproduction de la vie sans revenus monétaires, les échanges de biens –à travers le troc—et de services –à travers l' « ayni »[6]—ont longtemps régi l'économie locale, et permettent la survie des nombreuses personnes qui n'ont pas accès à un travail rémunéré.

A Espinar, seuls 51,6 % des foyers n'ont pas accès à l'eau, et 61,6 % à l'électricité ; et 79,2 % ne sont pas connectés au système d'évacuation des eaux usées. Enfin, encore 22 % des femmes sont analphabètes.

## Espinar et l'activité minière

L'activité minière démarre dans les années 1980 à Espinar. À l'origine, c'est une entreprise publique qui gère le projet Tintaya, mais elle passe à des mains privées lors de la vague de

privatisation mise en place dans les années 1990 par Alberto Fujimori. Les promesses de développement ont rapidement déchanté : dès 1991, les habitant·es d'Espinar se soulèvent contre ce qu'ils et elles considèrent comme une publicité mensongère ; que leurs conditions de vie se seraient nettement améliorées depuis l'installation du projet minier dans leur province. Avec le temps, suivant le rythme des pics de conflits et de l'extension du projet Tintaya à celui d'Antapaccay, les *Espinarenses* arrivent à négocier des « Convenio-Marco », des accords-cadres dans lesquels l'entreprise s'engage à apporter certaines sommes d'argent destinées au développement local, et à remédier aux potentiels dégâts environnementaux. Cependant, après plus de 30 ans de présence minière, Espinar reste l'une des provinces les plus pauvres du pays, et les tensions ne s'apaisent pas. Au contraire, les conflits environnementaux et sociaux prolifèrent.

De nombreuses personnes dénoncent l'achat « forcé » de leurs terres à des prix dérisoires lors de l'installation du projet, voire des expropriations en bonne et due forme. L'assèchement des sources et cours d'eau, constante au fil des années, inquiète les riverain·es du projet, tout comme les malformations et morts d'animaux ainsi que les maladies chez les enfants et les adultes en aval de la zone d'exploitation minière. C'est bien la question de l'eau qui est au cœur des différents conflits qui ont secoué Espinar : après 1991, l'année 2005 a vu éclater des mécontentements importants, puis en 2012 la répression des manifestations a coûté la vie à plusieurs personnes. En plus de l'activité minière et de ses conséquences sur la quantité et la qualité de l'eau disponible pour les habitant·es, le projet Majes Siguas II, qui visait à détourner les eaux du fleuve Apurimac pour aller alimenter des projets de mono-culture industrielle dans les plaines d'Arequipa, a échaudé les esprits ; en 2010, Espinar se mobilise contre Majes Siguas, provoquant d'autres morts et blessé·es dans la répression des manifestations.

Enfin, un problème récurrent de la présence d'un méga projet extractif est celui de la corruption. Le système d'organisation sociale andine, fondé sur l'assembléisme et la représentativité non-rémunérée (donc a priori désintéressée), est mis à mal lorsqu'une position de représentativité fait du président communal ou du secrétaire général de la fédération paysanne, l'interlocuteur privilégié dans les négociations avec une entreprise qui brasse une fois et demi le PIB du Pérou. L'asymétrie de pouvoir et la difficulté à accéder aux services de base (éducation, santé, opportunités diverses dont économiques) rend l'achat des dirigent·es aisé. Ainsi, la méfiance se généralise à l'encontre de quiconque est vu·e en compagnie de tel·le représentant·e de « la mine », les communautés se divisent quant à la stratégie à adopter et les querelles autour de « qui a le plus profité sans se soucier des autres » se multiplient.

## Évolution de la division sexuelle du travail

Un élément central de l'introduction de l'activité minière dans l'environnement social andin est sans aucun doute l'amplification de la monétarisation de la vie économique. C'est-à-dire que la plupart des échanges mutuels de biens, sous forme de troc, ont été remplacés par un échange de biens contre un transfert d'argent, ou transfert monétaire. C'est ce qu'un *comunero*[7] de la province d'Haquira (Cotabambas, à l'ouest d'Espinar), dans un entretien, me disait :

> « Avant, on faisait l'ayni pour travailler les champs, aujourd'hui je vais dans ton champ, demain tu m'aides à travailler le mien ; maintenant, plus personne ne

> veut travailler « gratuitement », il faut payer un jornal[8], et ça coûte 30 ou 35 soles[9] par jour, personne n'a autant d'argent, alors on ne peut plus travailler nos champs, tout seul ce n'est pas possible ».

Ainsi, le remplacement d'une logique d'entre-aide décorrélée d'un transfert monétaire par une logique d'achat a impliqué un creusement des inégalités entre les personnes ayant accès à des revenus monétaires (typiquement des hommes jeunes, parlant l'espagnol, habitués au contact avec le monde urbain et la logique du travail rémunéré) et les personnes s'en trouvant exclues (typiquement les personnes plus âgées, les femmes, celles et ceux qui ne parlent que le quechua), comme le montre Himley[10]. À partir de là, l'accès aux biens et services nécessaires pour la survie est de plus en plus réservé à celles et ceux qui peuvent payer en monnaie sonnante et trébuchante : on a de plus en plus besoin de revenus monétaires pour survivre, et la dépendance sociale à l'argent augmente.

Cela est allé de pair avec la masculinisation des revenus monétaires. En effet, selon les Accords-Cadres signés entre la province d'Espinar et l'entreprise minière, cette dernière doit assurer un certain nombre de postes de travail salarié aux familles locales. Ainsi, un *padrón*[11] a été élaboré, listant les familles vivant dans la zone « d'influence directe », dont le représentant aura droit à réclamer un poste de travail. [Notons cependant qu'étant donné le type d'industrie hyper-technologisée et requérant de la main d'œuvre très spécialisée, ces projets miniers ont une demande très faible en travail non ou peu qualifié : les postes de travail pour les *comuneros* sont donc peu nombreux, et ils ont recours à des postes « rotatifs » où l'on ne travaille que trois à quatre mois par an, avant de céder la place au représentant d'une autre famille]. Or, ce représentant est presque systématiquement un homme, le père ou le fils aîné. De nombreuses mères célibataires ont d'ailleurs eu du mal à faire accepter que leur nom entre dans le *padrón*, même en l'absence d'un homme d'âge adulte dans sa famille susceptible de prendre la place. Cela implique que les revenus monétaires, même temporaires et rotatifs, sont presque toujours concentrés entre les mains des hommes de la famille, les femmes n'y aillant accès qu'à travers eux ou de façon très marginale. Cela accentue une dynamique par ailleurs déjà présente en cela que, comme le montre Marisol De la Cadena depuis les années 1990, les hommes migrent de plus en plus vers la ville afin d'avoir accès à un travail rémunéré, salarié : les femmes sont au contraire plus « fixées » à leur communauté, moins mobiles, et ont accès à moins d'opportunités économiques rémunérées que les hommes.

En contrepartie, on assiste à une certaine féminisation du travail non-rémunéré (qu'il soit productif ou reproductif). Pendant que son mari travaille pour l'entreprise, ou bien dans une zone urbaine, la femme s'occupe des tâches traditionnelles dans la communauté : culture des champs, élevage, soins aux enfants et aux animaux, entretien de la maison, éventuellement production d'artisanat de façon indépendante, etc. En plus du travail reproductif[12], l'agriculture se féminise au même titre que activités de reproduction de la vie en général. Par ailleurs, les ressources monétaires propres aux femmes, liées aux programmes sociaux, se tarissent : considérée comme une « zone minière », donc automatiquement plus « riche », des programmes sociaux comme le Programa Juntos[13] sont suspendus dans les provinces où s'implantent des projets miniers. Cette maigre marge de manœuvre monétaire est donc confisquée pour les femmes, qui ont à charge la gestion de l'économie de la famille : fluide lorsque le mari coopère, celle-ci devient très compliquée lorsque celui-ci commence à boire ou à avoir des centres d'intérêts personnels coûteux.

Ainsi, vue l'augmentation de la dépendance à l'argent pour la survie (c'est-à-dire, aux revenus monétaires) de façon transversale dans l'économie andine, la dépendance des

femmes vis-à-vis des hommes, de par leur contrôle des revenus monétaires, s'approfondit : l'asymétrie de pouvoir selon l'axe « genre » grandit.

Cette évolution de la division sexuelle du travail dans un contexte minier implique, de fait, un impact négatif sur le travail des femmes.

Tout d'abord, il faut noter que la charge de travail des femmes augmente : là où elles ne s'occupaient que des tâches qui leur revenaient dans la division traditionnelle du travail, elles doivent à présent également accomplir le travail normalement accompli par les hommes, occupés à leur travail salarié. Si, auparavant, les hommes s'occupaient des bêtes et les femmes du potager, elles doivent à présent faire les deux. De même, alors qu'auparavant les hommes se chargeaient de la réparation de la maison et les femmes de la production de textile, elles sont maintenant responsables des réparations *et* du tissage. La quantité de temps de travail augmente considérablement pour les femmes : cela signifie donc un réel appauvrissement en termes de temps, ce qui est une méthode de mesure de plus en plus acceptée comme pertinente en termes de genre[14].

Ensuite, et puisqu'elles sont à présent exclusivement responsables de la production agricole pour l'alimentation de la famille, c'est le travail productif des femmes qui est impacté négativement par la pollution environnementale. Dans les zones proches ou en aval du projet minier, l'herbe pour le pâturage noircit, les animaux meurent après avoir bu l'eau des cours d'eau, et plus rien ne pousse. De plus, la vente de leurs produits agricoles est rendue difficile par la « réputation » de province minière : les acheteuses potentielles, ayant peur de manger du « fromage au mercure », préfèrent acheter ailleurs. Leur apport à l'économie familiale est ainsi fortement affectée.

Enfin, la pollution environnementale est source de grande inquiétude, de stress et d'anxiété pour les femmes qui sont chargées des soins à apporter aux enfants et aux animaux. Les amener à l'hôpital, s'occuper des enfants né·es malformé·es, soigner les animaux mourants en espérant qu'ils survivent, avec toute la vulnérabilité économique que cela implique pour la famille[15]… L'impact environnemental de l'activité minière implique une réelle augmentation de la charge mentale et émotionnelle qui revient particulièrement aux femmes, du fait de leur position dans la division sexuelle du travail. Si l'on reprend la typologie du travail de l'anthropologue féministe Paola Tabet : travail productif, travail reproductif, travail sexuel et travail émotionnel, il s'agit donc bien d'un alourdissement de la charge travail émotionnel des femmes.

Cette évolution reflète parfaitement ce que la géographe féministe états-unienne Sylvia Chant appelle la « féminisation de l'obligation et de la responsabilité »[16] : augmentation de leur charge de travail (productif, reproductif et émotionnel) et diminution des ressources disponibles et des revenus produits par ce travail.

Face à la dégradation de leur situation, les femmes qui le peuvent cherchent donc par tous les moyens un travail qui leur permette d'accéder à des revenus monétaires propres, et ainsi compenser la perte de leurs revenus.

## Entre monétarisation de la vie économique et

# velléités d’autonomie : le travail rémunéré des femmes à Espinar

Il faut maintenant nuancer l’analyse de l’évolution de la division sexuelle du travail par une approche en termes de classes sociales. En effet, toutes les femmes des communautés affectées par l’activité minière ne sont pas dans la même situation en fonction de leur position dans la structuration de classe à Espinar.

Les grandes perdantes de ces évolutions économiques, et de leur pendant en termes de genre, sont les femmes socialement isolées, les mères célibataires, les veuves et celles qui n’ont aucun bien immobilier (terres ou maisons). Dans l’impossibilité de s’appuyer sur un réseau familial d’entre-aide, notamment pour le travail reproductif (ce qui limite grandement leur possibilité d’accès à une forme ou une autre de travail rémunéré), elles subissent de plein fouet la monétarisation de la vie économique, la perte des mécanismes socio-économiques traditionnels, de leur capital productif (accès à la terre) et l’impact environnemental du projet minier (accès à l’eau et mort chronique du bétail). Leur isolement social les empêche de migrer vers la zone urbaine : elles n’ont pas de famille sur qui s’appuyer dans un premier temps pour être logées. Ainsi, elles ne peuvent pas compenser la perte de leur source d’autonomie alimentaire. Elles sont les premières touchées par ces évolutions sociales et économiques liées à la présence de l’activité minière.

Pour celles qui ont accès à un réseau familial, possèdent quelques terres et sont, bon gré mal gré, soutenues par les apports économiques d’un mari, l’accès à un travail rémunéré signifie l’ouverture d’un véritable espace d’autonomisation. Ainsi, lors d’entretiens à Espinar, plusieurs m’ont dit :

> « Il faut apprendre à travailler [de façon rémunérée]. On ne peut pas regarder l’homme faire et après lui quémander des sous. Après il part, il meurt, et nous qu’est-ce qu’on fait ? On doit apprendre à être indépendantes ». Une autre, dans le même sens, affirmait que « quand on gagne son propre argent, on n’a pas de compte à rendre au mari. On gagne, on perd, comme on veut, mais il ne peut pas nous contrôler ».

Ainsi, la pression exercée par la nécessité, le besoin urgent d’accéder à des revenus monétaires est également vécu par différentes femmes comme une opportunité de s’affranchir quelque peu du contrôle masculin. Cependant, il faut garder en tête que cette velléité d’émancipation est, malgré tout, chère payée. Les conditions de travail sont extrêmement précaires pour des personnes qui n’ont souvent pas terminé l’école secondaire et parlent mal l’espagnol : elles sont souvent limitées à faire du tout petit commerce en tant qu’« *ambulantes* », sur des bâches de plastique à un coin de rue, sujettes à la bonne volonté des forces de police. Les horaires sont extrêmement durs : parfois de 10 h à 1 h du matin, debout, sans pause, à devoir garder les enfants en même temps ; un travail exténuant. Le rendement de ce travail reste très faible en relation au temps investi : d’une certaine manière, cette situation implique que leur temps et leur travail est perçu comme valant moins que celui des hommes.

Une évolution qui vaut la peine d’être soulignée est celle de l’introduction dans le monde du travail salarié de femmes, plutôt jeunes, mieux éduquées que leurs mères, qui parlent

parfaitement l'espagnol, et sont employées dans les chantiers des travaux municipaux mis en place grâce à l'argent du *Canon Minero*[17]. Salariées au même titre que les hommes, ces jeunes femmes ont alors accès à un travail plutôt stable, bien payé, « formel » (c'est-à-dire déclaré et bénéficiant des avantages sociaux). La mention récurrente de cette situation dans les entretiens réalisés à Espinar témoigne de l'impact qu'il provoque dans les esprits et les mentalités, et donc de son caractère nouveau, presque inattendu. Cela représente sans aucun doute une autonomie financière d'autant plus grande pour ces jeunes femmes, qui jouissent de bien meilleures conditions de travail que les autres. Cependant, leur condition sociale reste sensiblement la même : comme toutes les autres, elles doivent assumer la double journée de travail (travail salarié et travail reproductif, soit les tâches domestiques et soins des enfants à la maison). Or, comme dans la plupart des postes de travail salarié, la présence de leurs enfants n'est pas autorisée, elles doivent de plus faire face à une forme de pression et de sanction sociale qui les « punissent » d'être de « mauvaises mères », qui « oublient leurs enfants » et « délaissent leurs maris » dans la poursuite de leurs « ambitions personnelles ». Dans ce cadre également, les séparations suite à des scènes de jalousie ont l'air d'être monnaie courante : les maris ne supportent pas que leurs femmes fréquentent d'autres hommes, « vivent au coude à coude » avec eux, et ils les soupçonnent de les tromper. Il faut dire que les cas de femmes quittant mari et enfants pour se mettre en couple avec un collègue, gagnant mieux sa vie et appartenant peut-être à une autre classe sociale, ne sont pas exactement rares. Ces jalousies chroniques et les séparations qui en découlent font l'effet d'un changement brusque et radical pour la société d'Espinar, encore relativement étrangère aux éclatements familiaux.

Enfin, cette entrée des femmes dans le marché du travail ne s'affranchit pas des stéréotypes de genre traditionnels. Hormis quelques exceptions (comme celles qui travaillent dans les chantiers publics), la plupart des femmes rentrent dans la catégorie de ce que la sociologue Jules Falquet appelle « les femmes de services » : tout d'abord, tous les travaux auxquels les femmes ont accès sont en général l'extension des travaux reproductifs. Cuisinière, femme de ménage ou serveuse dans les entreprises tierces engagées par l'entreprise minière, elles trouvent des emplois où l'exécution des tâches reproductives, le travail de *care*, sont rémunérées. Ensuite, il faut noter l'essor de la prostitution près des campements miniers. De nombreux bars d'Espinar font appel à de très jeunes filles, souvent adolescentes, plus ou moins forcées à travailler du fait de la rétention de leurs documents d'identité par les propriétaires du bar. Elles ne sortent jamais, et sont payées en fonction de la quantité d'alcool qu'elles convainquent les clients de consommer. L'émancipation des femmes via le travail rémunéré est donc à nuancer dans ce contexte global de réorganisation de l'économie globale et locale, qui continue à imposer une position sociale très subalterne aux femmes.

## Conclusion : dévalorisation du travail des femmes en contexte minier

De ces observations de l'évolution de la division sexuelle du travail dans les communautés affectées par l'activité minière à Espinar, on peut tirer un certain nombre de conclusions.

Tout d'abord, il apparaît un creusement de la valorisation entre travail rémunéré (masculin) et travail non-rémunéré (de plus en plus féminin). Les femmes doivent travailler beaucoup plus pour gagner beaucoup moins, et la reconnaissance de la valeur de leur temps et de leurs efforts s'en retrouvent dégradée dans le cadre d'une économie de plus en plus

monétaire, c'est-à-dire où la valeur des biens et des services est de plus en plus mesurée par son prix. De nombreuses femmes rapportent le fait que « *les hommes ne voient aucune valeur en notre travail de l'artisanat, ils veulent de l'argent immédiatement* » : le rapport des hommes à l'argent, accéléré par leur accès facilité au salariat, conçoit de moins en moins une logique de production où les entrées d'argent sont sur le moyen ou long terme. Par ailleurs, d'autres femmes estiment que « *l'argent, ça rend l'homme machiste, [quand il en a] il estime que la femme est bien peu de chose, et c'est pour ça qu'il l'abandonne* ». À travers de tels propos, émerge l'idée d'une masculinité revalorisée par l'accès privilégié aux revenus monétaires, et d'une féminité dévalorisée par sa marginalisation dans l'accès à l'argent. Le travail des femmes est de plus en plus invisible alors même qu'elles en assument une charge de plus en plus lourde.

Ce creusement de la valeur reconnue au travail des hommes et à celui des femmes est reflété dans l'approfondissement de la dépendance économique des femmes, qui ne peuvent plus échanger ou troquer leurs biens et services, et dépendent pour survivre des entrées d'argent assurées par leur mari. Cela les rend évidemment bien plus vulnérables à la violence de genre qui, bien qu'en nette diminution par rapport aux générations antérieures, reste largement généralisée à Espinar[18]. Le durcissement de l'inégale répartition du pouvoir au sein du couple renforce alors une asymétrie de genre pré-existante dans la société andine[19]. Ainsi, une femme raconte que « *ma vie est un désastre […] lui, il dépense tout en alcool et il ne reste plus d'argent pour mes enfants* ». Les séparations marquent l'apogée de cette situation de vulnérabilité et d'asymétrie de pouvoir. C'est l'exemple d'Eva qui, abandonnée par son mari, refuse de quitter la maison familiale appartenant à son ex-belle famille malgré le harcèlement de cette dernière à son égard : n'ayant rien hérité de sa propre famille, car elle « allait vivre sur les terres de son mari », elle n'aurait nulle part où emmener ses enfants en bas âge, ni de quoi les nourrir.

Ainsi, l'analyse de la position des femmes andines, à travers un aperçu de la division sexuelle du travail au cœur des transformations socio-économiques que vit la province d'Espinar, est assez révélatrice. Elle est le résultat de l'articulation de structures sociales pré-existantes (la responsabilité féminine du travail de *care*, par exemple) et d'une modification profonde des dynamiques économiques (monétarisation de l'économie, introduction du salariat, etc). Bien sûr, les femmes ne sont pas uniquement « victimes » de ces changements, mais tentent, en fonction de leurs moyens, de tirer parti de cette nouvelle donne socio-économique. Cependant, étant donné l'asymétrie de pouvoir en place (tant vis-à-vis du mari que de l'employeur), très souvent le prix d'une plus grande marge d'autonomie est la pression sociale et une charge de travail bien plus importante. L'étude des rapports sociaux de sexe en contexte minier en général, et au Pérou en particulier, étant encore assez peu développée, de nombreux aspects de la mutation de la société andine en « société minière » et de ses impacts en termes de genre restent encore à explorer.

# Notes

[1] Pour reprendre Eduardo Gudynas (2012), il s'agit d'activités qui consistent à extraire de très grandes quantités de matière première et à les vendre directement, peu ou pas transformée, sur le marché international.

[2] C'est-à-dire, divisible en sous-parties, en « parcelles ».

[3] Svampa, Maristella (2016). « Debates latinoamericanos. Indianismo, desarrollo, dependencia y populismo ». Buenos Aires, Edhasa.

[4] Cette situation est aggravée par la réforme de l'article 21 du code pénal, empêchant tout recours judiciaire contre un policier si une personne est tuée dans un contexte de conflit social –une véritable « licence pour tuer » selon les opposant·es à la réforme.

[5] Les Etats d'Urgence préventifs autorisent notamment la suspension *de facto* de certaines libertés fondamentales, comme la liberté de circulation, le droit de rassemblement ou l'inviolabilité du domicile.

[6] L'ayni est un mécanisme traditionnel qui consiste à dire « aujourd'hui je travaille pour toi, demain tu travailles pour moi », basé sur la confiance et la réciprocité.

[7] *Comunero* ou *comunera* signifie « membre de la communauté » [unité d'organisation socio-territoriale dans les Andes].

[8] Le "jornal" est le prix d'une journée de travail.

[9] Soit environ 10 euros

[10] Himley, Matthew (2011). "El género y la edad frente a las reconfiguraciones en los medios de subsistencia originadas por la minería en Perú" Vol. XXXVIII, N° 68, pp. 7-35. Centro de Investigación de la Universidad del Pacífico, Lima.

[11] Le *padrón* est une liste de personnes recensées dans la communauté comme "ayant-droit".

[12] Ce travail reproductif comprend notamment les soins des enfants, préparation des aliments, entretien des lieux de vie communs.

[13] Le *Programa Juntos* est conçu comme une aide aux mères les plus pauvres, à travers l'apport de 100 soles par mois pour chaque enfant de moins de 14 ans.

[14] Antonopoulous, Rania ; Masterson, Thomas et Zacharias Ajit (2012). "La interrelación entre los deficitos de tiempo y de ingreso: Revisando la medición de la pobreza para la generación de respuestas de política."

[15] Une femme de la communauté d'Alto Huancané disait : « avant, nous avions de quoi manger et en plus, on pouvait vendre des animaux, de la viande ou de la laine. Maintenant, tout mon troupeau est mort, et je n'ai même pas de quoi manger. J'ai faim, et je n'avais jamais connu ça quand j'étais petite ».

[16] Chant, Sylvia (2006). "Re-thinking the feminization of poverty in relation to aggregate gender indice", *Journal of human development,* 7 (2) pp. 201-220.

[17] Le Canon Minero est un budget mis à disposition directe de la province d'Espinar par l'entreprise minière, au lieu de payer des impôts au gouvernement central. Il sert notamment à assurer la mise en place de projets d'infrastructure et de développement local dans la province.

[18] Voir « Diagnostique de la situation économique, sociale et politique des femmes dans les communautés affectées par l'activité minière à Espinar », Derechos Humanos Sin

fronteras, à paraître.

[19] De la Cadena, Marisol (1992). « Les femmes sont plus indiennes ».